

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 Quimper

Quimper, le 08/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANDJOUAN SACO (VEOLIA)

29 RUE MARCEL PAUL
29000 Quimper

Références : ENV-D-25. 423
Code AIOT : 0005504306

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/09/2025 dans l'établissement GRANDJOUAN SACO (VEOLIA) implanté 29 rue Paul Marcel ZAC de Kerdroniou 29000 Quimper. L'inspection a été annoncée le 01/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Vérification du respect des conditions de reprise des activités suite à l'incendie survenu le 4 août 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANDJOUAN SACO (VEOLIA)
- 29 rue Marcel Paul ZAC de Kerdroniou 29000 Quimper
- Code AIOT : 0005504306
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GRANDJOUAN SACO exerce sur le site de Quimper des activités de regroupement, transit, tri et traitement de déchets majoritairement non dangereux (métaux, bois, papiers/cartons, plastiques, éléments d'ameublement et encombrants) et plus à la marge de déchets dangereux d'activité de soin à risques infectieux (DASRI).

L'établissement de Quimper a été autorisé par arrêté préfectoral du 25 janvier 2002 modifié. Un porter à connaissance visant principalement à régulariser l'activité de broyage de déchets de bois exercée ponctuellement sur le site est en cours d'instruction.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En application de l'article 1-7 de l'arrêté complémentaire du 14 août 2025, l'exploitant est tenu d'installer dans un délai encore non échu de deux mois à compter de la date de sa notification, une réserve souple d'eau incendie en complément des moyens internes de défense contre l'incendie existants.

L'exploitant indique que des travaux d'adaptation de la zone d'implantation de la future réserve sont en cours d'étude.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Entretien des végétaux	Arrêté Préfectoral du 14/08/2025, article 1-3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Admissions des déchets	Arrêté Préfectoral du 14/08/2025, article 1-4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Surveillance des installations	Arrêté Préfectoral du 14/08/2025, article 1-5	Sans objet
4	Accessibilité aux zones sinistrées	Arrêté Préfectoral du 14/08/2025, article 1-6	Sans objet
5	Isolement du bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 14/08/2025, article 1-8	Sans objet

A noter qu'en application de l'article 1-7 de l'arrêté complémentaire du 14 août 2025, l'exploitant est tenu d'installer dans un délai encore non échu de deux mois à compter de la date de sa notification, une réserve souple d'eau incendie en complément des moyens internes de défense contre l'incendie existants.

L'exploitant indique que des travaux d'adaptation de la zone d'implantation de la future réserve sont en cours d'étude. Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle ultérieur.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conditions de redémarrage des installations fixées dans l'arrêté de mesures d'urgence du 6 août 2025 ont été jugées satisfaisantes.

La reprise des activités a par conséquent été autorisée par l'arrêté complémentaire du 14 août 2025. Les délais de mise en œuvre de certaines mesures complémentaire visant à renforcer la prévention des risques (incendie, accessibilité, pollution du milieu récepteur) étant tributaires de facteurs extérieurs (autorisations des services de l'Etat, disponibilité de prestataires extérieurs, etc.), une justification des engagements pris à ce stade par l'exploitant et des délais prévisionnels d'exécution des travaux est attendue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien des végétaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2025, article 1-3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risque incendie
Prescription contrôlée : Les végétaux sont entretenus et implantés de telle manière qu'ils ne puissent être à l'origine d'une propagation d'un incendie dans le périmètre des installations et au-delà de ce périmètre.
Constats : Un alignement d'arbres présentant un risque de propagation d'un incendie, notamment à l'extérieur du périmètre de l'établissement, est présent aux abords de la zone de regroupement et de broyage de déchets de bois. Cet alignement d'arbres nécessite un entretien régulier (élagage) pour éviter qu'un incendie naissant dans les déchets de bois ne puisse atteindre les arbres avoisinants. La continuité de cet alignement d'arbres impose par ailleurs l'abattage d'arbres en limite de périmètre afin de rompre tout phénomène de propagation à l'extérieur de l'établissement. L'exploitant déclare devoir disposer des autorisations nécessaires préalablement aux opérations d'abattage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra les justificatifs relatifs à l'exécution des opérations susmentionnées destinées à prévenir le risque de propagation d'un incendie naissant dans la zone de regroupement et de broyage de déchets de bois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Admissions des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2025, article 1-4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risque incendie
Prescription contrôlée : Un contrôle de la conformité aux documents préalables d'acceptation de chaque lot de déchets réceptionné est réalisé lors de leur déchargement. Ce contrôle est opéré de manière à ce que toute non-conformité des lots de déchets ne provoque pas de dommage aux aires respectives de réception. La conformité des lots est contrôlée sur des aires matérialisées spécifiquement dédiées à ces opérations. Les consignes écrites d'exploitation appliquées à la réception des déchets sont révisées en conséquence
Constats : Une organisation de la reprise des activités dans des conditions garantissant une maîtrise suffisante des risques a été mise en place à la suite de l'incendie survenu le 4 août 2025. L'exploitant a engagé en parallèle des réflexions et des démarches pour satisfaire aux mesures de prévention prescrites par l'arrêté complémentaire du 14 août 2025 autorisant la reprise des activités et renforçant les prescriptions applicables à l'établissement. Par courriel du 3 septembre 2025, l'exploitant indique que la matérialisation des zones de déchargement des déchets sera réalisée par un marquage au sol et que la mise à jour des consignes associées est en cours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra les justificatifs relatifs à l'exécution des opérations susmentionnées destinées à prévenir le risque d'incendie dans les zones de réception des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Surveillance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2025, article 1-5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risque incendie
Prescription contrôlée : En cas de sinistre et jusqu'à ce que les dommages susceptibles d'en résulter ne présentent plus aucun danger pour le personnel, l'exploitant met en place une surveillance permanente de l'établissement, notamment pour détecter au plus tôt toute reprise de feu, tout début d'affaissement d'une structure et, de manière générale, tout évènement pouvant porter atteinte à aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : Suite à l'incendie survenu le 4 août 2025, l'exploitant a mis en place une surveillance permanente de l'établissement. Une société de gardiennage intervient à cet effet en-dehors des heures ouvrées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accessibilité aux zones sinistrées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2025, article 1-6
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques blessures
Prescription contrôlée : Une clôture efficace garantit que seules les personnes autorisées par l'exploitant ont accès au site et aux zones dangereuses ou rendues dangereuses suite à un incident ou à un accident.
Constats : Une barrière mobile empêchant tout accès non autorisé a été installée en périphérie du bâtiment sinistré (risque d'effondrement).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Isolement du bassin de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2025, article 1-8
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des eaux polluées
Prescription contrôlée : L'établissement est doté d'un dispositif d'obturation redondant afin de pallier tout dysfonctionnement de la vanne de fermeture rapide mentionnée à l'article 44 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a installé un ballon obturateur en amont de la vanne d'isolement du bassin de rétention. Ce dispositif ayant vocation à rester à demeure, vise à pallier tout risque de défaillance de la vanne de fermeture du bassin.
Type de suites proposées : Sans suite